



Les mobilisations eurosceptiques au Royaume-Uni : une continuité historique ?

par Julian Mischi

Lors des élections européennes du 10 juin 2004, le United Kingdom Independence Party (UKIP), qui milite en faveur du retrait britannique de l'Union européenne, a obtenu 16 % des voix et envoyé 12 députés au Parlement. Ce succès reflète l'ampleur des sentiments euro-sceptiques dans un pays où les manifestations d'hostilité à l'intégration communautaire ont suivi chaque étape du projet européen et se sont accrues ces quinze dernières années. Les résultats des Eurobaromètres soulignent constamment cette singularité britannique : parmi les 25 pays membres de l'UE, c'est au Royaume-Uni que l'on enregistre l'une des plus faibles proportions de citoyens considérant l'appartenance à l'Union comme « une bonne chose » pour leur pays¹.

Par euroscepticisme, on entend ici le refus à des degrés divers et dans des domaines variés de l'intégration dans l'ordre supranational européen qui s'est mis en place au lendemain de la seconde guerre mondiale. Le terme est donc pris dans son acceptation large. Dans le cas du Royaume-Uni, il n'est pas réductible au courant interne du camp conservateur qui, depuis les années 1990, s'oppose à l'union politique et économique.

1. Entre 34 % et 42 % en 2005 et 2006. Standard Eurobaromètre 63, 64 et 65.

Les travaux universitaires consacrés à l'intégration européenne portent en général sur l'organisation et les politiques communautaires, mais abordent peu les mobilisations conflictuelles autour des enjeux européens. Ainsi, lorsque l'on évoque la position singulière du Royaume-Uni sur la scène européenne, c'est surtout au sujet des relations problématiques que les différents gouvernements britanniques entretiennent avec l'UE². De récentes études portant sur les attitudes des Britanniques à l'égard de l'Europe ont cependant révélé l'impact de l'euroscépticisme au niveau électoral³, et ce chez les conservateurs comme chez les travaillistes⁴. Notre démarche consiste à aborder la construction européenne sous l'angle des conflictualités, en étudiant l'émergence de groupes militants et donc l'impact du processus communautaire sur les formes nationales de politisation en France et au Royaume-Uni. L'hypothèse centrale est que la construction européenne constitue un facteur essentiel de la recomposition contemporaine du paysage politique dans ces deux pays. Par les contestations qu'elle engendre, elle provoque en effet l'émergence de nouvelles formes discursives et organisationnelles de mobilisation ainsi que la politisation de nouveaux acteurs non initiés au jeu politique traditionnel.

Dans le cas français, une première enquête menée sur un groupe de chasseurs révèle en quoi leur protestation contre les directives européennes environnementales exprime une « re-politisation » des classes populaires dans un contexte de démobilisation générale de celles-ci et d'essor de l'ordre politique européen⁵.

Dans le cas britannique, les enjeux européens ont transformé en profondeur la scène politique en fragilisant notamment le traditionnel système bipartisan.

2. Sur ce thème, voir Pauline Schnapper, *La Grande-Bretagne et l'Europe. Le grand malentendu*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000 ; Stephen George, *An Awkward Partner: Britain in the European Community*, Oxford, Oxford University Press, 3^e édition, 1998. Afin de centrer l'analyse sur les mobilisations eurosceptiques, nous laisserons de côté ce volet de la politique du Royaume-Uni dont les orientations faiblement européennes sont, en l'occurrence, l'une des conséquences de la force de l'euroscépticisme.

3. Voir par exemple les études de Geoffrey Evans, « Euroscépticism and Conservative Electoral Support: How an Asset Became a Liability », *British Journal of Political Science*, 28 (4), octobre 1998, p. 573-590 ; (avec Roger Jowell), « Europe: A New Electoral Cleavage? », dans Geoffrey Evans, Pippa Norris, *Critical Elections: British Parties and Elections in Long-term Perspective*, Londres, Sage, 1999, p. 207-222.

4. Cf. David Baker, David Seawright (eds), *Britain for and against Europe? British Politics and the Question of European Integration*, Oxford, Oxford University Press, 1998 ; Agnès Alexandre-Collier, *La Grande-Bretagne eurosceptique ? L'Europe dans le débat politique britannique*, Nantes, Éditions du Temps, 2002 ; Antony Forster, *Euroscépticism in Contemporary British Politics: Opposition to Europe in the British Conservative and Labour Parties since 1945*, Londres, Routledge, 2002.

5. Julian Mischi, Julien Weisbein, « L'Europe comme cause politique proche ? Contestation et promotion de l'intégration communautaire dans l'espace local », *Politique européenne*, 12, 2004, p. 84-104 ; « L'impact communautaire sur la politisation des classes populaires en milieu rural. Le cas des chasseurs de gibier d'eau », dans Olivier Baisnée, Romain Pasquier (dir.), *Européanisation et sociétés politiques nationales*, Paris, Éditions du CNRS, 2006.

Ils ont non seulement joué un rôle déterminant dans le déclenchement de scissions partisans et la création de nouveaux partis (Anti-Federalist League, UKIP, Referendum Party), mais aussi modifié les manières de faire de la politique (apparition de *single-issue parties*, mise en place de structures transpartisanes, usage inédit du référendum) et politisé certains segments de la population dans les milieux populaires et parmi les élites économiques. Du point de vue de la rhétorique mobilisée, l'opposition britannique à la construction européenne se structure autour de trois axes d'ordre socio-économique, politique et géopolitique, qui renvoient à trois types de discours sur l'Europe : utilitariste (quel intérêt a le Royaume-Uni à participer au processus d'intégration communautaire ?), souverainiste (la présence dans les structures communautaires remet-elle en cause la souveraineté parlementaire britannique ?) et (inter)nationaliste (la place et le rôle singuliers du Royaume-Uni dans le monde sont-ils compatibles avec le projet européen ?). Nous aborderons l'eurosepticisme du point de vue des organisations, donc essentiellement du point de vue de certaines élites militantes. Le rapport des classes populaires à l'Europe répond à d'autres logiques qui nécessitent, pour être mises en évidence, la réalisation d'enquêtes sociologiques de terrain⁶. Il s'agira donc de souligner l'évolution des répertoires d'action et des constructions symboliques des courants euroseptiques depuis les années 1960, en mettant l'accent sur la période contemporaine au cours de laquelle des mobilisations se sont développées hors de la sphère parlementaire et des deux partis dominants. Afin de souligner les évolutions et les permanences des mobilisations euroseptiques, il est nécessaire d'analyser à la fois leur structuration organisationnelle, leur rhétorique et leur impact sur la scène politique britannique. À cet égard, trois phases peuvent être identifiées : l'entrée dans le Marché commun et le référendum de 1975 ; le passage d'une contestation essentiellement travailliste à un eurosepticisme surtout conservateur ; la multiplication des groupes de pression anti-européens et leur émancipation vis-à-vis des deux partis dominants, à partir des années 1990.

L'opposition à l'entrée dans le Marché commun

L'attitude des élites politiques britanniques à l'égard du projet européen après la seconde guerre mondiale est paradoxale : le Royaume-Uni entend

6. D'autres investigations menées en parallèle, ainsi que les recherches en cours de Sophie Duchesne fondées sur des entretiens, mettent en évidence la singularité de l'opposition populaire britannique à l'Europe : la défense de la souveraineté populaire l'emporte sur le principe de la souveraineté parlementaire, et la perspective dominante *Little England* est très éloignée du discours des élites sur les intérêts globaux du pays.

bien être un moteur de la construction européenne mais sans y prendre part directement. La déclaration de Wilson Churchill devant la Chambre des Communes, en 1955, résume parfaitement cet état d'esprit : « We are with Europe. But we are not of Europe »⁷. Le refus d'être impliqué dans un ordre supranational étant partagé par les conservateurs et les travaillistes, l'euro-scepticisme n'existe pas encore en tant qu'organisation distincte et c'est plutôt le camp des « europhiles » qui se mobilise. Il faut attendre les années 1960 et les demandes d'entrée du Royaume-Uni dans les instances communautaires pour que des groupes commencent à se structurer sous la bannière de l'euro-scepticisme.

Les premiers groupes de pression anti-européens

Le relatif consensus politique à l'égard du projet européen éclate lorsque le conservateur Harold Macmillan puis le travailliste Harold Wilson demandent, sans succès en raison du veto français, à rejoindre la CEE, respectivement en 1961 et 1967. Ces tentatives provoquent l'émergence des premiers courants eurosceptiques structurés dans la mouvance des deux partis dominants. Du côté conservateur, deux groupes sont fondés au début des années 1960 : l'Anti-Common Market League mobilise des députés de l'aile droite du parti autour de la défense de la primauté du Commonwealth sur l'Europe et Keep Britain Out, mouvement populaire organisé localement avec peu de direction centrale, fait campagne pour la tenue d'un référendum et déploie un discours anti-élitaire. C'est cependant au sein du courant travailliste et, en particulier, de sa gauche, que la thématique anti-européenne devient un enjeu de mobilisation. Deux groupes sont formés par des députés travaillistes : le Britain and Common Market Group en 1965, qui devient rapidement The Britain and Europe Group et annonce 100 membres en 1967⁸, et le Labour Committee for the Five Safeguards on the Common Market en 1967 qui considère l'entrée dans la CEE comme contraire aux intérêts britanniques⁹. En dehors du cercle parlementaire travailliste, un groupe de pression influent dans les milieux syndicalistes, le Forward Britain Movement, centre également son activité militante sur l'opposition à l'adhésion qui menacerait l'indépendance nationale et la puissance internationale

7. Cf. Christopher Lord, « "With but not of": Britain and the Schuman Plan, a Reinterpretation », *Journal of European Integration History*, 4 (2), 1998, p. 23-46.

8. Michael Newman, *Socialism and European Unity: The Dilemma of the Left in Britain and France*, Londres, Junction Books, 1988, p. 212-213.

9. Sur ces mouvements de la mouvance travailliste, voir Lynton J. Robins, *The Reluctant Party: Labour and the EEC, 1961-1975*, Ormskirk, G.W. and A. Hesketh, 1979.

du pays¹⁰. Comme Keep Britain Out, il s'agit d'un mouvement populaire qui se structure au nom du « peuple » contre ce qu'il considère être la trahison du gouvernement britannique et contre les élites européennes. Le débat britannique sur l'Union européenne ne renvoie donc pas seulement aux différentes perceptions des intérêts nationaux mais aussi à l'évaluation des intérêts respectifs du peuple et du gouvernement¹¹. Ces différents groupes, qui jouissent d'une grande influence au sein de leur propre parti, déclinent cependant après le deuxième veto du général de Gaulle en 1967¹².

C'est au cours des années 1970, dans le contexte de l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE (négociations de 1970 à 1972, puis adhésion en 1973) que la contestation eurosceptique prend une ampleur inédite. Si les mobilisations demeurent circonscrites aux groupes parlementaires des deux partis dominants, des soutiens extra-parlementaires à la cause anti-européenne se structurent à la gauche du parti travailliste. Deux associations reflètent ce mouvement de popularisation des enjeux européens : le Women against the Common Market, dont les militantes dénoncent, en particulier, l'accroissement du prix des denrées de base (sucre, thé, café, agneau) que provoquerait une entrée du Royaume-Uni dans la CEE ; le Trade Unions against the Common Market, sous la pression duquel l'organisme représentatif du syndicalisme britannique, le Trade Union Congress, défend à partir de 1972 une position hostile à l'adhésion britannique. Plus généralement, le retour dans l'opposition du parti travailliste, après sa défaite aux élections législatives de 1972, renforce l'influence de ses éléments anti-européens.

Au cours de la même période, outre l'émergence de ces groupements extra-parlementaires dans les milieux travaillistes et syndicalistes, une première tentative de mobilisation transpartisane voit le jour avec la création du Common Market Safeguards Campaign. L'organisation est dominée par les travaillistes, même si l'on y trouve des députés des deux partis, et ses divisions internes sont fortes, en particulier entre ceux qui rejettent toute idée d'adhésion et ceux qui appuient l'ouverture de négociations. Orienté initialement plutôt à droite, Keep Britain Out, qui devient Get Britain Out en janvier 1974, est relancé sous une forme plus transpartisane. Il comprend désormais des membres de la gauche du parti travailliste alors même que son credo reste la défense du libre-échange contre le Marché commun et que ses principaux leaders appartiennent à l'aile droite du parti conservateur. Contrairement au

10. Cf. M. Newman, *Socialism and European Unity: The Dilemma of the Left in Britain and France*, op. cit., p. 193-195.

11. Cf. David Baker, « Elite Discourse and Popular Opinion on European Union: British Exceptionalism Revisited », *Politique européenne*, 6, printemps 2002, p. 18-35.

12. Veto essentiellement motivé par le fait que le Royaume-Uni est considéré comme étant trop lié aux États-Unis.

Common Market Safeguards Campaign, essentiellement tourné vers la sphère parlementaire, Get Britain Out est constitué d'organisations locales de base et engage des actions vers le public¹³. Le débat autour de l'entrée dans le Marché commun tend donc à brouiller les clivages partisans classiques et contribue à l'affaiblissement de la discipline partisane. Ainsi, en octobre 1971, 69 travaillistes votent avec le gouvernement conservateur pour l'entrée dans la CEE tandis que 41 conservateurs refusent de suivre les mots d'ordre de leur parti et votent contre. Lors des élections législatives de février 1974, le dirigeant conservateur Enoch Powell appelle même à voter pour le parti travailliste car ce dernier s'est engagé à organiser un référendum sur l'adhésion à la CEE.

Les répertoires d'opposition au Marché commun

Lorsque se forme le projet d'adhésion, dans les années 1960, le débat porte surtout sur des questions d'ordre économique : « Quelle seront les conséquences sur le prix des aliments ? », « Quel sera l'impact sur l'industrie britannique ? ». Les mouvements de contestation qui sanctionnent les différentes tentatives d'adhésion se font l'écho de ces inquiétudes tandis que l'entrée dans la CEE est elle-même moins justifiée par une vision idéologique d'ordre politique que par une recherche d'efficacité économique. L'intégration européenne est considérée, nous l'avons vu, comme un facteur d'accroissement du coût de la vie, et cette thématique « *bread and butter* » est mise en avant par les groupes de la mouvance travailliste à l'instar des syndicats et de l'association Women against the Common Market. Au niveau macroéconomique, le rejet travailliste se fonde également sur la défense de la maîtrise des instruments nationaux de politique économique, maîtrise censée garantir le nouvel État providence britannique à l'inverse de la politique du laisser-faire promue par le projet européen¹⁴.

Bien que le caractère politique des premières critiques anti-européennes soit plutôt faible, on peut déjà repérer un discours souverainiste d'opposition au projet supranational européen. Cette argumentation, qui prend la forme singulière d'une défense de la souveraineté parlementaire, est par exemple au cœur de l'intervention du dirigeant travailliste, Hugh Gaitskell, qui, en 1962, associe l'entrée du Royaume-Uni dans une Europe fédérale « à la fin de la Grande-Bretagne en tant qu'État européen (...) ». C'est-à-dire à la fin de

13. Voir David Butler, Uwe Kitzinger, *The 1975 Referendum*, Basingstoke, Macmillan, 1976.

14. Cf. Andrew Gamble, « The European Issue in British Politics », dans D. Baker, D. Seawright (eds), *Britain for and against Europe? British Politics and the Question of European Integration*, op. cit., p. 11-30.

milliers d'années d'histoire »¹⁵. À cet égard, il est d'ailleurs significatif que soit précisé sur la carte d'adhésion au Forward Britain Movement que chaque membre s'« engage à soutenir la lutte pour l'indépendance et la souveraineté de la Grande-Bretagne et du peuple britannique »¹⁶. Très tôt, le dirigeant travailliste Tony Benn et le conservateur Enoch Powell axent leurs discours sur cette thématique de la défense de la souveraineté parlementaire. Le premier voit dans l'Europe un bloc capitaliste et militariste qui menace la démocratie parlementaire, le second déploie un nationalisme isolationniste par ailleurs très critique à l'égard de la puissance américaine.

Mais la critique eurosceptique comporte également un volet géopolitique, l'idée dans ce domaine étant que le Royaume-Uni n'a aucun lien exclusif avec le continent européen et qu'il est de surcroît voué à une destinée internationale. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les élites politiques britanniques, marquées par l'expérience de la victoire, considèrent l'Europe continentale comme un monde en déclin. Pour la majorité des travaillistes qui accèdent alors au gouvernement, le continent est dominé par des forces conservatrices contraires au développement économique et social progressiste qu'ils entendent promouvoir. S'impliquer dans ce projet signifierait donc se mettre au même niveau d'arriération que les pays du continent. Contrairement à la France ou à l'Allemagne, le Royaume-Uni voit l'Europe comme une zone de troubles, autoritaire, instable...¹⁷. Le rapport britannique à la construction européenne naissante est plus de l'ordre de la surveillance que de la participation : il s'agit avant tout d'équilibrer les pouvoirs sur le continent, notamment entre Allemands et Français. Les discours de justification, lors de l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE, évoquent essentiellement l'aspect utilitaire de l'intégration alors que les Français, qui voient par ailleurs dans l'Union européenne l'instrument qui leur permettra de pallier leurs faiblesses, ont recours à une rhétorique plus politique. Pour les élites britanniques, l'Europe n'est pas une communauté culturelle à laquelle appartiendrait le Royaume-Uni, elle n'est pas considérée comme une entité privilégiée par rapport au reste du monde. Tournée vers l'« *open sea* », leur vision est plus large et repose sur l'idée selon laquelle le pays reste une grande puissance avec des responsabilités mondiales qu'une intégration continentale affaiblirait. En témoigne la doctrine des trois cercles de Wilson Churchill : la

15. Hugo Young, *This Blessed Plot: Britain and Europe from Churchill to Blair*, Londres, Macmillan, 1998, p. 163.

16. *Forward Britain Movement Bulletin*, juillet 1961, cité dans M. Newman, *Socialism and European Unity: The Dilemma of the Left in Britain and France*, op. cit., p. 193-195.

17. Henrik Larsen, *Foreign Policy and Discourse Analysis: France, Britain and Europe*, Londres, Routledge, 1997, p. 51-58.

sphère d'influence du Royaume-Uni est d'abord le Commonwealth, puis le monde de langue anglaise et en dernier l'Europe.

Dans le cadre de cette argumentation d'ordre géopolitique, l'engagement européen est surtout contrarié par la force de l'attachement au Commonwealth, expression privilégiée de la puissance britannique jusque dans les années 1970¹⁸. Le Forward Britain Movement, par exemple, dénonce l'adhésion à la CEE au nom de la solidarité impériale traditionnelle et voit dans le soutien américain au projet européen un moyen de démantèlement de la puissance britannique (la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada seraient davantage soumis à l'influence américaine)¹⁹. Cette critique d'une implication britannique dans la construction européenne au nom de la primauté du Commonwealth est présente à droite comme à gauche, mais ce n'est pas le même Commonwealth qui est en jeu d'un côté et de l'autre. Pour les conservateurs, il s'agit de préserver le vieil Empire blanc et protestant, tandis que pour les travaillistes, c'est le nouveau Commonwealth multiracial qui est mis en avant²⁰. Les groupes de la gauche travailliste (Keep Left Group, Tribune Group) opposent ainsi l'Europe capitaliste blanche et catholique²¹ à un Commonwealth potentiellement socialiste qui pourrait jouer un rôle central au sein du mouvement des pays non alignés et dans la défense du Tiers Monde. C'est au nom de l'internationalisme et du refus d'un nationalisme régionaliste de type continental qu'ils contestent la légitimité du projet européen.

Enfin, le discours britannique eurosceptique repose également sur le rejet de ce qui est alors perçu comme une entreprise d'inspiration française et surtout germanique. Dès les années 1950, la construction européenne est dépeinte par la presse communiste mais aussi à droite, par exemple par Erich Strauss²², comme une tentative de recréation du Saint-Empire romain germanique, une aspiration allemande à l'hégémonie européenne. Après l'échec de leurs tentatives guerrières, les Allemands chercheraient, selon le Forward Britain Movement, à dominer les Britanniques de façon plus pacifique en s'appuyant notamment sur les élites britanniques europhiles²³.

18. Cf. John Crowley, « Le Royaume-Uni, le Commonwealth et l'Europe », *Politique européenne*, 6, printemps 2002, p. 33-52 ; Alex May (ed.), *Britain, the Commonwealth and Europe: The Commonwealth and Britain's Application to join the European Communities*, Basingstoke, Palgrave, 2001.

19. *Forward Britain Movement Bulletin*, août 1961 cité dans M. Newman, *Socialism and European Unity: The Dilemma of the Left in Britain and France*, op. cit., p. 193-195.

20. Sur les différentes visions du Commonwealth, voir Partha Sarathi Gupta, *Imperialism and the British Labour Movement 1914-1964*, Londres, Macmillan, 1975 et Miriam Camps, *Britain and the European Community 1955-1963*, Londres, Oxford University Press, 1964, p. 364.

21. Pour les eurosceptiques « impérialistes » de droite comme de gauche, le processus européen est tenu pour être une manœuvre du Vatican.

22. Erich Strauss, *Common Sense about the Common Market: Germany and Britain in Post-war Europe*, Londres, Allen & Unwin, 1958.

Le référendum de juin 1975

Malgré sa ratification parlementaire, l'adhésion à la CEE demeure un sujet de conflit et ses opposants militent pour que la question soit directement posée aux citoyens. Ils obtiennent gain de cause lorsque, après le retour aux affaires du parti travailliste en février 1974, le Premier ministre Harold Wilson décide d'organiser un référendum. Favorable au maintien dans la CEE, il cherche surtout à pacifier son parti très divisé sur cette question.

La campagne du référendum contribue à l'élargissement du débat et provoque une réduction des allégeances partisans. Elle est en effet animée non par les partis eux-mêmes mais par deux instances transpartisanes, Britain in Europe, favorable au « Oui », et National Referendum Campaign, favorable au « Non ». Le premier groupe est constitué essentiellement de conservateurs auxquels s'ajoutent des militants du parti libéral et de la droite du parti travailliste ; le second est plutôt animé par des députés travaillistes appuyés par les nationalistes écossais et gallois²⁴ et par certains conservateurs. Soutenu par le patronat britannique et la quasi-totalité de la presse quotidienne, la campagne du « Oui » bénéficie d'importantes ressources financières et médiatiques, tandis que la campagne du « Non » ne peut compter que sur l'aide publique et les contributions de certains syndicats. Le principal handicap du National Referendum Campaign est toutefois son hétérogénéité, puisque travaillistes de gauche, conservateurs nostalgiques de l'Empire, communistes, unionistes d'Ulster, nationalistes écossais et gallois s'y côtoient (sans compter les militants d'extrême droite du National Front qui appuient le groupe sans être autorisés à se joindre à la mobilisation). Même si le député conservateur Neil Marten prend la direction du mouvement, celui-ci est plutôt ancré à gauche²⁵. La travailliste Barbara Castle, en particulier, mène campagne à travers le pays en comparant les prix des aliments à Londres et à Bruxelles. À droite, ce sont les militants de Get Britain Out qui sont les plus actifs.

Outre le relatif dépassement des frontières partisans, la mobilisation permet également d'inaugurer une pratique politique parfaitement étrangère à la démocratie parlementaire britannique. Le référendum de juin 1975 sur le

23. M. Newman, *Socialism and European Unity: The Dilemma of the Left in Britain and France*, op. cit., p. 193-195.

24. Sur l'attitude des partis nationalistes écossais (Scottish National Party) et gallois (Plaid Cymru), durant ces années, voir James Mitchell, « Member State or Euro-Region: The SNP, Plaid Cymru, and Europe », dans D. Baker, D. Seawright (eds), *Britain for and against Europe? British Politics and the Question of European Integration*, op. cit., p. 108-129.

25. Voir Philip Goodhart, *Full-Hearted Consent: The Story of the Referendum Campaign and the Campaign for Referendum*, Londres, Davis-Poynter, 1976 ; D. Butler, U. Kitzinger, *The 1975 Referendum*, op. cit..

maintien du Royaume-Uni dans la CEE a en effet été la première – et à ce jour la seule – consultation de ce type tenue à l'échelle nationale²⁶.

Alors qu'il était impossible d'envisager une adhésion majoritaire au projet européen dans les années 1960, l'opinion britannique a fortement évolué au cours des quatre années qui ont précédé la consultation référendaire²⁷. Les résultats étant très favorables au maintien (67 %), les principales composantes de la constellation du « non » déclinent, et il faut attendre les années 1990, et le débat relatif à la ratification du traité de Maastricht, pour retrouver l'effervescence eurosceptique des années 1970.

Du rejet socialiste à la critique conservatrice

Au cours de la seconde moitié des années 1970, la mobilisation eurosceptique, fragilisée par les résultats du référendum, se replie sur les formations traditionnelles. Les militants anti-européens se regroupent à nouveau selon leurs affinités partisans et, faute de pouvoir déployer des actions à l'extérieur, cherchent à faire pression sur les cadres politiques et les élus de leurs partis. Les effets du référendum sont particulièrement importants dans les rangs des conservateurs. De nombreux partisans du « non » acceptent le résultat de la consultation et cessent de s'engager sur les enjeux européens. La volonté de mettre un terme aux divisions internes favorise cette évolution qui transforme le parti conservateur en « parti de l'Europe ». Affaiblies, les positions eurosceptiques du camp conservateur ne sont plus appuyées par des groupements spécifiques, mais défendues par des personnalités comme Richard Body, qui s'est toujours opposé au projet européen, ou Enoch Powell, qui n'est plus membre du parti depuis 1974. Certains se retrouvent dans le Conservative European Reform Group, association dont l'audience demeure très faible. Désormais, l'opposition à la présence britannique dans les structures communautaires est essentiellement travailliste.

La radicalisation de l'opposition travailliste

La contestation au niveau interne est désormais essentiellement portée par les députés et les syndicalistes du Labour Safeguards Committee, qui militent pour la tenue d'un nouveau référendum et cherchent à influencer la conférence

26. Les autres référendums sont régionaux et concernent la *devolution*. Sur ces débats provoqués par ce qui est considéré comme des atteintes à la souveraineté parlementaire, voir A. Alexandre-Collier, *La Grande-Bretagne eurosceptique ? L'Europe dans le débat politique britannique*, op. cit., p. 49-52.

27. Roger Jowell, Gerard Hoinville (eds), *Britain into Europe: Public Opinion and the EEC 1961-1975*, Londres, Croom Helm, 1976.

annuelle du parti. Leur audience s'accroît en même temps que le parti se radicalise : selon la stratégie socialiste progressivement adoptée, la restauration de la santé de l'économie nationale, en particulier industrielle, passe par des mesures qui visent à accroître le rôle de l'État. Le projet du parti est donc incompatible avec un ralliement à la puissance « capitaliste » européenne²⁸. Cet interventionnisme est au cœur de l'Alternative Economic Strategy, programme travailliste porté en 1975 par ceux-là même qui ont œuvré contre l'adhésion à la CEE. La lutte pour maintenir les instruments économiques d'une politique socialiste n'est pas dissociée de l'opposition à la politique communautaire, d'autant que les premières années de l'adhésion britannique à la CEE coïncident avec la récession économique. De là à estimer que la crise est exacerbée par l'entrée dans la CEE, il n'y a qu'un pas que la position souverainiste permet de franchir aisément. Dans les rangs travaillistes et syndicalistes, le maintien de la souveraineté nationale est considéré comme la condition indispensable à tout projet socialiste²⁹. Parallèlement au déclin de l'Empire, se développe ainsi un nouveau nationalisme centré sur l'Angleterre. Cette perspective *Little England* ne se retrouve pas seulement chez certains travaillistes (Hugh Dalton, Richard Crossman) et parmi les milieux syndicalistes³⁰ mais aussi à droite, chez Enoch Powell notamment. L'eurosepticisme travailliste atteint son paroxysme après la victoire conservatrice de 1979 et la formation du premier gouvernement Thatcher³¹. En 1983, le programme législatif du parti appelle au retrait britannique de l'Union. Parce qu'elle devient un élément de radicalisation du discours travailliste, l'opposition à l'Union européenne n'est plus soutenue par une mobilisation spécifique au sein du parti. En outre, les premiers scrutins européens de 1979 et 1984 ne constituent pas des occasions d'effervescence euroseptique significative, d'une part, parce que les questions nationales dominent les campagnes³², d'autre part, parce qu'ayant refusé la tenue de

28. Andrew Gamble, *Britain in Decline. Economic Policy, Political Strategy and the British State* (1981), Londres, Macmillan, 1986, p. 168-175.

29. D. Baker, D. Seawright, « A "Rosy" Map of Europe? Labour Parliamentarians and European Integration », dans D. Baker, D. Seawright (eds), *Britain for and against Europe? British Politics and the Question of European Integration*, *op. cit.*, p. 85 ; Ben Rosamond, « The Integration of Labour? British Trade Union Attitudes to European Integration », dans *ibid.*, p. 130-147.

30. Cf. Tom Nairn, *The Left against Europe?*, Londres, Penguin, 1973 ; Stephen Howe, « Labour Patriotism, 1939-1983 », dans Raphael Samuel (ed.), *Patriotism: The Making and Unmaking of British National Identity*, Londres, Routledge, 1989, p. 127-139 ; Anthony Barnett, « After Nationalism », *ibid.*, p. 140-155.

31. Nigel Ashford, « The Political Parties », dans Stephen George (ed.), *Britain and the European Community: The Politics of Semi-detachment*, Oxford, Clarendon Press, 1992, p. 143-144.

32. Cf. David Butler, David Marquand, *European Elections and British Politics*, Londres, Longman, 1981 ; Derek Hearl, « The United Kingdom », dans Juliet Lodge (ed.), *Direct Elections to the European Parliament 1984*, Londres, Macmillan, 1986, p. 228-249.

telles élections les opposants à l'Union européenne s'y investissent peu. Cette radicalisation eurosceptique à gauche entraîne des divisions internes et le départ du parti de certains europhiles : en 1981, quatre députés quittent le parti travailliste qu'ils jugent trop anti-européen et fondent le Social Democratic Party.

L'inversion de la polarité anti-européenne

Le paysage politique se transforme à la fin des années 1980. Après l'apogée anti-européenne de la campagne électorale de 1983, le parti travailliste modère progressivement son discours. Ce changement s'explique surtout par des considérations socioéconomiques : désormais, le capitalisme est moins incarné par l'Europe que par le gouvernement Thatcher. Alors que ce dernier rejette le chapitre social du traité de Maastricht, c'est au nom de la dimension sociale de la CEE que la conversion européenne des travaillistes s'effectue. Le rôle du président de la Commission européenne, Jacques Delors, et en particulier son discours devant les délégués du Trade Union Congress en septembre 1988, joue un rôle important dans ce revirement, qui répond par ailleurs à des exigences purement politiques : il s'agit de « moderniser » le programme du parti pour gagner les élections. La nouvelle défaite aux élections de 1987 entraîne un renouvellement du parti qui, sous la direction de Neil Kinnock, adopte d'abord une posture pragmatique d'évitement de la question de l'appartenance britannique à l'UE puis s'oriente vers une attitude plus favorable. Le mouvement vers la droite que connaît alors le courant travailliste marginalise les eurosceptiques, surtout présents dans les groupes de gauche du parti. Lors du scrutin européen de 1989, le succès des travaillistes, qui devancent les conservateurs pour la première fois depuis 1974³³, renforce cette évolution d'autant plus marquante que le parti conservateur, lui, se trouve profondément divisé sur cette question.

L'euroscepticisme trouve en effet une nouvelle force du côté conservateur sous l'impulsion notamment de Margaret Thatcher qui, après avoir contribué à la ratification de l'Acte unique européen de 1986, défend progressivement une position plus hostile à l'égard des institutions européennes. Son discours de Bruges, en septembre 1988, au cours duquel elle critique la conduite du projet européen, constitue à cet égard un tournant fondamental³⁴. Il

33. Michael Burgess, Adrian Lee, « The United Kingdom », dans J. Lodge (ed.), *The 1989 Election of the European Parliament*, Londres, Macmillan, 1989, p. 190-209.

34. Simon Usherwood, « Bruges as a Lodestone of British Opposition to the European Union », *Collegium*, 29, 2004, p. 5-16.

entraîne en effet la formation du Friends of Bruges Group qui s'engage à défendre, dans les rangs conservateurs et au-delà, le refus de l'accroissement des prérogatives communautaires. Dans le même temps, la presse se fait de plus en plus l'écho des positions eurosceptiques, notamment le journal conservateur *Daily Telegraph*, et les journaux du groupe de Rupert Murdoch (*The Times* et *Sunday Times*).

On assiste donc, à la fin des années 1980, à un retournement de la critique économique de la construction européenne. La politique du gouvernement Thatcher, qui a cassé les structures économiques que les travaillistes décrivaient comme étant menacées par la construction européenne, est pour beaucoup dans cette évolution. La critique économique du projet européen se renforce au sein du parti conservateur tout en se renouvelant : à la posture impériale et protectionniste des années 1950-1960 succède un nouveau discours libre-échangiste d'ordre nationaliste. Dans un contexte d'influence des idées néolibérales, le Marché commun est vu comme une organisation protectionniste néfaste au développement économique britannique. S'opposer au processus communautaire, c'est défendre le modèle anglo-saxon libéral contre l'Europe dirigiste d'inspiration socialiste.

Parallèlement, Margaret Thatcher relance la critique politique d'ordre souverainiste en refusant notamment tout nouveau mouvement vers des instances supranationales : « We have not successfully rolled back the frontiers of the state in Britain, only to see them reimposed at a European level, with a European superstate exercising a new dominance from Brussels » (discours de Bruges). En défendant l'idée d'une association d'États-nations, les conservateurs eurosceptiques entendent lutter contre le fédéralisme européen et l'« eurocentrisme bruxellois »³⁵. L'opposition anti-européenne conserve par ailleurs de forts accents antigermaniques dans la mesure où elle ne cesse d'associer le processus de construction européenne à un désir de revanche de la part des Allemands. Le pamphlet de William Cash, *Against a Federal Europe*, évoque ainsi ce qu'il estime être les dangers inhérents à la question de l'identité nationale allemande³⁶.

Renforcement et mutation des mobilisations (1990-2005)

Les mouvements eurosceptiques connaissent à nouveau un essor important à partir du début des années 1990, dans le contexte de la lutte contre l'union

35. Steve Ludlam, « The Cauldron: Conservative Parliamentarians and European Integration », dans D. Baker, D. Seawright (eds), *Britain for and against Europe? British Politics and the Question of European Integration*, op. cit., p. 31-56.

36. William Cash, *Against a Federal Europe: The Battle for Britain*, Londres, Duckworth, 1991.

politique, inaugurée par le débat relatif à la ratification du traité de Maastricht et renforcée par l'opposition à la monnaie unique. Il s'agit là encore d'un tournant important car la question européenne occupe désormais dans le débat public une place qu'elle n'a jamais occupée auparavant. Ce qui est perçu par beaucoup comme un changement radical de nature du projet européen entraîne la multiplication inédite du nombre de groupements structurés autour des enjeux européens.

L'effervescence eurosceptique touche surtout la mouvance conservatrice dont plusieurs groupes de pression s'appuient sur des soutiens extra-parlementaires : le European Reform Group, la Conservative Youth against a Federal Europe, le 1992 Group... Le plus influent d'entre eux, le Fresh Start Group, se structure de façon autonome (finances propres, siège distinct) autour de certains députés qui rompent la solidarité parlementaire traditionnelle en votant à plusieurs reprises contre le gouvernement conservateur³⁷. Se mettent également en place des *think tanks* conservateurs tournés vers la contestation de l'intégration communautaire : la European Foundation, Conservative 2000, Global Britain... Du côté travailliste, la Labour Euro Safeguards Campaign poursuit l'action du Labour Safeguards Committee créé en 1967 en regroupant les députés travaillistes eurosceptiques qui viennent désormais non seulement de la Chambre des Communes mais aussi de la Chambre des Lords et du Parlement européen³⁸. Il revendique près du quart du groupe parlementaire de Westminster en 1990, mais ses animateurs, qui représentent plutôt la base traditionnelle du parti³⁹, sont fragilisés par la transformation du Labour en New Labour sous l'impulsion de Tony Blair dont l'un des credo est l'ouverture à l'Europe⁴⁰. En 2002, le Labour against the Euro est lancé avec l'appui de 38 députés travaillistes, mais, de façon générale, la mobilisation eurosceptique interne au parti travailliste faiblit : les eurosceptiques de gauche tendent plutôt à investir des organisations extérieures. Certains se retrouvent au sein du Centre for Social Europe, groupement de centre-gauche qui comprend des travaillistes, des syndicalistes, des universitaires et des écologistes, tous unis dans une critique de l'Europe

37. A. Forster, *Euroscepticism in Contemporary British Politics: Opposition to Europe in the British Conservative and Labour Parties since 1945*, op. cit., p. 86-88.

38. Cf. D. Baker, D. Seawright (eds), « A "Rosy" Map of Europe? Labour Parliamentarians and European Integration », cité, p. 59.

39. Comme le montre Philip Cowley, l'effet générationnel est déterminant dans la structuration de l'opinion des députés travaillistes à l'égard de l'Europe : en 1994 et 1998, ceux dont l'ancienneté électorale est forte ont tendance à être plus eurosceptiques que les nouveaux venus. Cf. P. Cowley, « British Parliamentarians and European Integration: A Re-examination of the MPP Data », *Party Politics*, 6, octobre 2000, p. 463-472.

40. Cf. Pascal Delwit, « Le parti travailliste face aux Communautés européennes (1979-1992) : de l'autarcie à l'ouverture », *Politique européenne*, 6, hiver 2002, p. 74-89.

néolibérale. Plus à gauche, le groupe socialiste anti-européen Campaign against Euro-Federalism est orienté depuis 1991 vers le mouvement ouvrier et syndicaliste.

La contestation tend donc à s'affranchir des deux partis dominants et les tentatives de mobilisation transpartisane connaissent désormais davantage de succès. La plus active, Campaign for an Independent Britain, créée en 1989, regroupe ainsi plusieurs organisations travaillistes et conservatrices (le Labour Euro Safeguards Campaign, Campaign against Euro Federalism, Conservatives against a Federal Europe, Anti-Common Market league...) et milite pour le retrait britannique de l'UE. La campagne pétitionnaire pour la tenue d'un référendum, impulsée par la Maastricht Referendum Campaign, mobilise au-delà des clivages partisans traditionnels⁴¹ et contribue à l'émergence des *single-issue parties*. L'un d'entre eux, le Referendum Party, créé en 1994 sous l'impulsion du multimillionnaire James Goldsmith, a pour objectif d'obtenir suffisamment de sièges au Parlement pour que soit décidée la tenue d'un référendum sur le traité de Maastricht. Il n'a pas vocation à établir une présence permanente à la Chambre des communes : les députés démissionneront de leur mandat une fois la circulaire du référendum obtenue.

Avec le débat sur le traité de Maastricht, la cause anti-européenne devient un motif d'engagement politique en soi et de nouveaux groupements émergent au sein desquels l'affiliation partisane tend à s'effacer devant l'opposition à l'Europe. « Mettre l'intérêt national au-dessus de la politique des partis » est le leitmotiv de ces formations politiques, qui affichent par ailleurs une stratégie d'implantation électorale. L'une des premières, l'Anti-Federalist League, fondée en novembre 1991 par le thatchérien Alan Sked, présente sans succès 17 candidats anti-Maastricht lors des élections législatives de 1992. L'année suivante, certains de ses animateurs créent le United Kingdom Independence Party (UKIP), qui présente des candidats lors du scrutin européen de 1994. S'ils recueillent peu de suffrages, ceux-ci bénéficient d'une forte visibilité dans une campagne où une multitude de candidats « anti-fédéralistes » se mobilisent sous divers sigles (New Britain against New European Union, British Home Rule, For British Independence and Free Trade, Britain, Independent out of Europe, etc.)⁴².

41. Lors de la ratification parlementaire du traité de Maastricht en 1992, la position du parti travailliste est l'abstention en raison notamment de l'exclusion du chapitre social par le gouvernement conservateur qui soutient le vote. Malgré ces consignes, 59 travaillistes et 22 conservateurs votent contre le traité (au total 336 députés votent pour et 92 contre).

42. David Butler, Martin Westlake (eds), *British Politics and European Elections 1994*, New York, St. Martin Press, 1995 ; Neill Nugent, « The United Kingdom », dans J. Lodge (ed.), *The 1994 Elections to the European Parliament*, Londres, Pinter, 1996, p. 171-182.

Les formations eurosceptiques obtiennent davantage de succès lors des élections législatives de 1997 : l'UKIP présente 428 candidats rassemblant en moyenne 2 % des suffrages et les 547 adhérents du Referendum Party, investis dans les circonscriptions où le candidat conservateur n'est pas clairement anti-européen, recueillent en moyenne 3 % des voix⁴³. James Goldsmith étant décédé en 1997, le Referendum Party fusionne en 1999 avec le Democracy Movement, créé par un autre multimillionnaire proche des conservateurs, Paul Sykes, pour la « défense de la démocratie libérale » contre l'Union européenne. Désormais, la contestation s'organise essentiellement autour de l'UKIP qui obtient 3 députés européens en 1999 (7 % des suffrages) puis 12 en 2004 (16 %) ⁴⁴. Fort de son slogan largement fédérateur « Say NO to the European Union », l'UKIP contribue à l'affaiblissement des conservateurs qui entendent renégocier les termes de l'adhésion (ceux-ci passent de 36 % des voix en 1999 à 27 % en 2004). Ses faibles résultats aux dernières élections générales de 2005 (2,3 %) ne contredisent pas une tendance ascendante qui s'observe dans chacun des deux types de scrutin, législatif et européen.

Les formes actuelles du militantisme eurosceptique

En suscitant la création de véritables organisations politiques sur la scène électorale, l'eurosepticisme contribue à la fragilisation du système bipartisan. Non seulement il a un impact sur les rapports de force entre conservateurs et travaillistes, mais aussi il modifie la façon de « faire de la politique », en favorisant l'apparition des *single-issue parties*. La politisation des enjeux européens participe ainsi à la transformation du paysage politique britannique en provoquant la mobilisation de profanes du jeu politique. Le but du Referendum Party est de présenter pour les élections de 1997 des personnalités non engagés politiquement jusque-là, parce que les partis traditionnels n'appuient pas la tenue de ce référendum. Les statuts du Democracy Movement et les campagnes électorales de l'UKIP soulignent également ce refus des « politiciens professionnels ». Au scrutin européen de 2004, les candidats de l'UKIP sont présentés comme des gens ordinaires (*real people*) ou des « célébrités » non politiques (les acteurs Joan Collins et Edward Fox, l'ancien présentateur de la BBC Kilroy-Silk, l'astronome Patrick Moore, l'ancien

43. Voir Anthony Heath, Roger Jowell, Bridget Taylor, Katarina Thompson, « Euroscepticism and the Referendum Party », Centre for Research into Elections and Social Trends, *working paper* n° 63, 1998 ; Ian McAllister, Donley T. Studlar, « Conservative Euroscepticism and the Referendum Party in the 1997 British General Election », *Party Politics*, 6, juillet 2000, p. 359-371.

44. Richard Whitaker, « The United Kingdom », dans J. Lodge (ed.), *The 2004 Elections to the European Parliament*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, p. 248-260.

pilote Stirling Moss...). La mobilisation eurosceptique s'appuie le plus souvent sur une rhétorique d'opposition aux élites politiques.

Un travail important est fourni notamment au niveau de l'information, avec l'organisation de débats et la diffusion de publications. Campaign for an Independent Britain (CIB) possède une revue trimestrielle, *Independence*, un journal électronique *Liberty News* et publie de nouveaux ouvrages⁴⁵. Campaign against Euro-Federalism s'appuie sur un organe mensuel, *The Democrat*, et diffuse de nombreuses brochures sur la politique communautaire en particulier dans le domaine économique. Les associations anti-euro, regroupées au sein de No Campaign, publient de nombreuses brochures écrites le plus souvent par des universitaires : *Public Services Yes, Euro No, Britain in Europe but not in the Euro, Single Currency, Single State?, The Business Case against the Euro*, etc. Si les productions eurosceptiques possèdent une forte teneur critique, elles fournissent également de nombreuses informations sur la politique communautaire.

Le travail militant consiste en grande partie à mobiliser les médias, notamment par des campagnes d'information dans la presse. Les organisations veillent également au respect de l'équilibre des opinions à l'égard de la construction européenne, en particulier à la BBC, régulièrement critiquée pour son « europhilie ». Dans le domaine de la lutte idéologique, l'organisation Youth for Free Europe se mobilise tout particulièrement sur le chapitre des livres scolaires, en luttant contre les campagnes publiques financées par les institutions européennes dans les écoles, campagnes qu'elle considère comme des instruments de propagande visant à la création d'une identité européenne parmi les nouvelles générations.

Depuis plusieurs années, un important matériel de propagande populaire est diffusé, y compris en dehors de campagnes électorales : tracts, autocollants, tee-shirts, tasses, etc. En décembre 2004, l'UKIP a ouvert un « magasin électoral » où l'on trouve des « produits patriotiques » : badges, sacs, serviettes, stylos, parapluies, autocollants, tous marqués du slogan « Keep the Pound », des vêtements (cravates, tee-shirts, peignoirs) avec la formule « We want our country back », des plaques d'immatriculation aux couleurs britanniques avec l'inscription « UK04WIN », des couvertures de passeport britannique destinées à recouvrir le passeport européen ou encore des billets euro parodiques... Des campagnes de sensibilisation sont menées sur des points précis : « Keep the Pound », contre l'introduction de la monnaie unique, « EU Threat to Civil Liberties », contre le renforcement du caractère autoritaire de l'ordre communautaire, « Campaign against Compulsory Metric », pour

45. Simon Usherwood, « Left-wing Opposition to the European Union in the UK: Explaining its Under-development », Conference Paper, Political Studies Association 54th Annual Conference, Lincoln, avril 2004.

le maintien des unités de mesures britanniques, etc. Elles sont animées par des structures communes, notamment la CIB, dont les animateurs écrivent des lettres à la presse et aux élus, tiennent des réunions publiques, collectent des signatures pour des pétitions et participent à des débats dans les médias. Une autre spécificité des mobilisations eurosceptiques contemporaines est leur structuration à l'échelle européenne. De nombreux contacts internationaux ont été noués, notamment à partir de la campagne du Referendum Party dont le fondateur, James Goldsmith, a été élu député européen en juin 1994 sur la liste française conduite par Philippe de Villiers, L'Autre Europe. La principale de ces structures de coopération internationale est l'European Alliance of EU-critical Movements, formée en 1992 dans le but d'accroître les liens entre les organisations eurosceptiques de différents pays opposés au traité de Maastricht et à la monnaie unique. Elle rassemble près d'une soixantaine d'organisations dans une vingtaine de pays.

Nous n'avons cité que les formations les plus importantes, mais il existe aujourd'hui une trentaine de groupements anti-européens dans le pays. Cette profusion constitue une singularité en Europe, même si la plupart de ces groupements n'ont qu'une faible densité militante, en particulier à gauche⁴⁶. En fait, seuls l'UKIP (9 000 membres en 2003, 17 000 en 2004 puis 25 000 en 2005)⁴⁷ et Democracy Movement (325 000 sympathisants et 120 sections locales) peuvent revendiquer un soutien militant important. Ces chiffres sont cependant peu fiables : il semble que l'UKIP ne se soucie pas de remettre à jour son fichier d'adhérents et Democracy Movement a manifestement intégré les anciennes données du Referendum Party. Dans les deux cas, les inscrits sur la liste de diffusion Internet sont considérés comme des « sympathisants ».

Mais l'euroscepticisme actuel ne se réduit pas à ces mobilisations. Il existe bel et bien au sein de formations politiques qui ne luttent pas exclusivement sur ce thème. À gauche, la coalition Respect, qui rassemble des trotskystes, des communistes et des militants musulmans, se prononce contre le Traité constitutionnel et l'adoption de l'euro. Les écologistes du Green Party, quant à eux, étaient plutôt eurosceptiques au départ, mais tendent maintenant à ne plus mentionner les enjeux européens, sources de divisions internes trop

46. Brian Burkitt, Mark Baimbridge, Stephen Reed, *From Rome to Maastricht: A Reappraisal of Britain's Membership of the European Community*, Londres, CBI, 1992 ; Brian Burkitt, Mark Baimbridge, Philip Whyman, *There is an Alternative: Britain and its Relationship with the EU*, Londres, CBI, 1996 ; Austin Mitchell, *The Common Fisheries Policy: End or Mend?*, Londres, CBI, 1996 ; B. Burkitt, M. Baimbridge, P. Whyman, *A Price not Worth Paying: The Economic Cost of EMU*, Londres, CBI, 1997.

47. D. Butler, M. Westlake, *British Politics and European Elections 2004*, Londres, Longman, 1981, p. 96 ; Sarah Hall, Ian Black, « Ukip Starts to Plan its Wrecking Tactics », *The Guardian*, 15 juin 2004.

nombreuses. À droite, le British National Party réclame le retrait britannique de l'UE. Cette formation d'extrême droite trouve ses principaux soutiens dans les zones urbaines et ouvrières du Nord de l'Angleterre touchées par le chômage tandis que l'UKIP est plutôt implanté dans le Sud du pays, en milieu rural, et sur les côtes, en particulier parmi les retraités et les travailleurs indépendants.

Selon les sondages d'opinion, les intentions de vote favorables au retrait du Royaume-Uni ont augmenté ces dix dernières années et dépasseraient désormais 40 %, et plus de la moitié des citoyens britanniques voteraient contre la monnaie unique et le Traité constitutionnel⁴⁸. Plus généralement, les Eurobaromètres soulignent la faiblesse caractéristique de l'identification européenne au Royaume-Uni : 60 % des citoyens britanniques estiment que, dans un futur proche, ils se sentiraient exclusivement britanniques et non à la fois britanniques et européens. L'Europe demeure bien le principal « autre » identitaire, les Britanniques affichant beaucoup plus d'affinités avec les Américains qu'avec les Européens⁴⁹. À la question « Vous sentez-vous européens ? », 38 % répondent « oui » et 62 %, « non »⁵⁰. Les entretiens que nous avons conduits confirment cette singularité du rejet populaire de l'Europe au Royaume-Uni, rejet qui n'est pas seulement dû à la critique des orientations politiques ou économiques des institutions européennes mais qui repose aussi souvent sur une absence d'identification à l'ensemble européen, situé exclusivement sur le continent.

Diversité croissante des arguments

L'opposition à l'euro et, plus généralement, à l'approfondissement de l'union économique et monétaire est un axe fort de l'eurosepticisme aujourd'hui. Il entraîne la formation de groupements eurosceptiques dans les milieux économiques. Business for Sterling, New Europe Campaign et Euro-Know font campagne contre l'adhésion britannique à l'euro mais sans s'opposer à l'UE. En revanche, EuroFAQ est animé par des « experts » (journalistes, hommes d'affaires, politiciens, universitaires) qui refusent la monnaie

48. D'après les études menées par MORI (Market & Opinion Research International) en 2005 (<http://www.mori.com>).

49. Atsuko Ichijo, « Comprehensive Country Report: Britain », *EURONAT Project: Representations of Europe and the Nation in Current and Prospective Member-States: Media, Elites and Civil Society*, mars 2004 ; Martin Marcussen, Thomas Risse, Damila Englemann-Martis, Hans-Joachim Knopf et Klaus Risler, « Constructing Europe? The Evolution of French, British and German Nation State identities », *Journal of European Public Policy*, 6 (4), mai 1999, p. 614-633.

50. Selon l'enquête conduite par l'European Opinion Research Group au début de l'année 2002 auprès d'un échantillon de 1 038 résidents britanniques. Cf. A. Ichijo, « Comprehensive Country Report: Britain », cité, p. 99.

unique et militent pour le retrait de l'UE. L'eurosepticisme économique exprime le plus souvent le refus d'une perte de contrôle politique sur la sphère économique. Ainsi, le Labour Euro-Safeguards Campaign considère que le remplacement de la Livre par la monnaie unique priverait le gouvernement travailliste d'un instrument essentiel de maîtrise de la politique économique. En entraînant une réduction des dépenses publiques, l'union monétaire menacerait le *Welfare State* britannique et, en particulier, son pilier éducatif et son système de santé⁵¹. Refusant que les taux d'intérêt et la politique monétaire soient entre les mains d'un organisme supranational, ces travaillistes s'opposent à la Banque centrale européenne, souvent perçue comme une menace potentielle de domination allemande sur l'économie britannique. Du côté des eurosceptiques conservateurs, la critique de la BCE renvoie à la peur de transferts de responsabilités fiscales vers la Commission européenne⁵². Les outils permettant la lutte contre l'inflation au niveau national étant perdus, une politique interventionniste pourrait alors être appliquée à l'échelle européenne et le « socialisme » imposé au peuple britannique. À droite comme à gauche, la restauration du libre-échange avec le reste du monde sans subir les restrictions imposées par l'appartenance à l'UE est un thème permanent de mobilisation. Le programme de l'UKIP vise ainsi à remplacer l'adhésion à l'UE par des règlements commerciaux de coopération. Selon cette organisation, l'objectif de l'adhésion de 1972 était bien cette coopération, mais celle-ci a été progressivement détournée sous l'effet du processus d'intégration communautaire, et sans que le peuple britannique ait pu avaliser cette évolution.

Impulsée notamment par les débats sur la ratification du traité de Maastricht, l'importance de la thématique politique est une singularité du discours eurosceptique contemporain. La lutte pour la « défense du droit exclusif du Parlement à promulguer des lois », le *self government*, rassemble conservateurs et travaillistes au sein de la CIB : ils entendent faire abroger l'Acte des Communautés européennes de 1972 selon lequel les directives européennes priment sur les lois britanniques. Il est à noter que les critiques d'ordre politique ne mettent pas particulièrement l'accent sur le déficit démocratique des institutions européennes. Pour beaucoup d'euroseptiques britanniques, l'amélioration du caractère démocratique de ces institutions, avec notamment l'accroissement des prérogatives du Parlement européen, n'est pas une revendication à mettre en avant car elle conduirait au renforcement de l'ordre européen. Selon eux, seule l'existence d'une « identité politique

51. Labour Euro-Safeguards Campaign – Mission Statement (<http://www.lesc.org.uk>).

52. Martin Holmes (ed.), *The Eurosceptical Reader*, Basingstoke, Macmillan, 1996.

nationale » peut assurer l'autonomie démocratique et la souveraineté populaire⁵³. Ces dernières années, le discours politique souverainiste singularise les plus radicaux des eurosceptiques : ils insistent sur le fait que le processus communautaire est non seulement mauvais économiquement mais qu'il représente aussi un danger politique car il va au-delà de l'engagement économique que le pays a pris lors de son adhésion. Cette position les distingue en particulier de ceux qui militent contre l'euro tout en acceptant l'union politique.

La défense du rôle singulier de la puissance britannique demeure un élément central de l'opposition à la construction européenne. Elle est surtout portée par les nationalistes unionistes conservateurs qui s'opposent au démantèlement du Royaume-Uni qu'ils estiment en cours sous l'impact de l'intégration communautaire mais aussi du processus de *devolution*. Par ailleurs, selon la logique d'une assimilation du projet européen à une volonté d'hégémonie allemande, la comparaison entre le pouvoir bruxellois et le fascisme émerge régulièrement : John Laughland s'est attaché récemment à déceler les racines fascistes du projet européen des années 1930-1940⁵⁴, et Andrew Robert a évoqué, sur le mode romanesque, la lutte d'un Mouvement de la résistance anglaise contre le nouveau régime nazi recréé par l'UE⁵⁵.

Si la question européenne est progressivement devenue l'un des éléments récurrents du débat politique britannique, c'est parce qu'elle combine des questions d'ordre économique et des thématiques renvoyant à la défense de la souveraineté parlementaire et à la place du pays sur la scène internationale.

À droite comme à gauche, on met en avant les inconvénients socio-économiques de la construction européenne et la nécessité de restaurer le libre-échange avec le reste du monde, tandis que la plupart des défenseurs de la présence britannique dans les structures communautaires s'appuient sur l'idée d'une nécessité économique du projet européen tout en refusant ses aspects politiques. Contrairement à la France, où les critiques eurosceptiques exigent que le politique suive l'économique, la volonté d'unifier politiquement l'Europe s'exprime peu au Royaume-Uni. De fait, le répertoire de justification des europhiles est surtout utilitariste.

53. Cette fusion de la « nation civique » et de la « nation historique » est un trait commun du « national-souverainisme » britannique et français. Cf. Justine Lacroix, « Le “national-souverainisme” en France et en Grande-Bretagne », *Revue internationale de politique comparée*, 9 (3), hiver 2002, p. 391-408.

54. John Laughland, *The Tainted Source: The Undemocratic Origins of the European Idea*, Londres, Warner, 1998.

55. Andrew Roberts, *The Aachen Memorandum*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1995.

L'argument politique visant à opposer la souveraineté nationale à un ordre politique supranational s'appuie sur la relative continuité des institutions politiques depuis la guerre civile anglaise, sur le statut d'ancienne puissance internationale et aussi sur le fait que, contrairement aux pays du continent, le discours national est sorti renforcé par l'épreuve de la seconde guerre mondiale qui a vu le Royaume-Uni lutter seul face à l'Europe fasciste. Comme le montre Henrik Larsen, ce qui domine dans le discours politique britannique, ce n'est pas l'État, le peuple ou la nation, mais la souveraineté parlementaire⁵⁶, incarnation de la légitimité de la démocratie moderne qui fut efficace contre le fascisme et le communisme. Le discours politique eurosceptique repose sur l'activation de cette tradition parlementaire : c'est au nom de la démocratie représentative et de l'auto-détermination des citoyens britanniques que le projet européen est critiqué. La conception de la souveraineté parlementaire britannique s'est également forgée dans une défiance à l'égard des institutions du continent. Elle émerge en effet non seulement lors de l'opposition interne entre le Parlement et la Couronne, mais aussi au cours d'une lutte externe de séparation contre le continent, identifié à la monarchie autocratique française et au dogme de l'Église catholique romaine. Bien sûr, il ne s'agit pas de supposer que cette histoire conduit automatiquement à des attitudes anti-européennes mais de souligner sur quels ressorts politiques s'appuie le refus britannique de l'Europe.

Enfin, l'euroscepticisme se nourrit de l'idée, portée par les élites mais aussi par le reste de la société britannique, selon laquelle le Royaume-Uni ne fait pas partie de l'Europe. Il y aurait, pour schématiser à l'extrême, d'un côté le continent et de l'autre les îles britanniques⁵⁷, c'est-à-dire en deux mots le *British exceptionalism*. Certes, les pays européens sont vus comme des partenaires potentiels mais le sentiment d'appartenir au même ensemble identitaire et géographique est faible. Cette distinction britannique vis-à-vis de l'Europe repose en partie sur l'Atlantisme, sur les liens particuliers qui unissent le Royaume-Uni aux États Unis. Ainsi certains eurosceptiques demandent-ils actuellement que le Royaume-Uni se retire de l'UE et adhère à l'Association de libre-échange nord-américaine. D'une manière générale, la vision qu'ont les élites britanniques de leur pays dépasse le continent, et ce malgré le déclin de la force identitaire du Commonwealth dans les années 1960. La construction européenne est vue comme un petit club européen. Or « le Royaume Uni

56. H. Larsen, *Foreign Policy and Discourse Analysis: France, Britain and Europe*, op. cit., p. 34-46.

57. Sur le rapport problématique des britanniques à l'Europe, voir Timothy Garton Ash, « Is Britain European? », *International Affairs*, 77 (1), janvier 2001, p. 1-14. .

est une puissance globale, avec des intérêts au-delà des océans qui ne sont pas forcément ceux de la France ou de l'Allemagne »⁵⁸.

Indépendamment de la prolifération des groupements anti-européens, qui constitue la particularité du Royaume-Uni en Europe, une autre spécificité britannique est frappante : depuis l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE en janvier 1973, la question du retrait des structures communautaires n'a cessé d'être le principal thème de campagne des euroscptiques⁵⁹. ■

Julian Mischi est chargé de recherches à l'INRA (CESAER-Dijon) et chargé d'enseignement à Sciences Po Paris. Ses recherches actuelles portent sur la politisation des classes populaires et les mobilisations anti-européennes en France et au Royaume-Uni. Il a publié, entre autres, « L'Europe comme cause politique proche ? Contestation et promotion de l'intégration communautaire dans l'espace local » (avec Julien Weisbein), *Politique européenne*, numéro intitulé « L'Europe au microscope du local » (12, 2004) et « L'impact communautaire sur la politisation des classes populaires en milieu rural. Le cas des chasseurs de gibier d'eau » dans Olivier Baisnée, Romain Pasquier, *Européanisation et sociétés politiques nationales* (Paris, Éditions du CNRS, 2006). Adresse électronique : mischi@enesad.inra.fr

58. Ian Line, « La santé insolente de l'euroscpticisme au Royaume-Uni », 21 octobre 2000 (<http://www.globalbritain.org/Speeches%20and%20Essays/French%20Speech.pdf>).

59. Cette étude a été réalisée grâce au soutien du European Studies Centre (St-Antony's College, Université d'Oxford) qui m'a accueilli en tant que *Deakin Fellow* en 2004-2005. Je tiens à remercier son directeur, Timothy Garton Ash, ainsi que Kalypto Nicolaïdis pour leur confiance. Merci également à Sophie Duchesne, Simon Usherwood et aux deux évaluateurs anonymes de *Critique internationale* pour leurs précieuses lectures critiques des précédentes versions de ce texte.